



7 OCTOBRE 2015 – Communiqué de la Fédération CGT des Services publics

Dialogue social : que les masques tombent !

Le 15 octobre prochain, la ville de Suresnes (92) organise pour la troisième année consécutive les « Rencontres du dialogue social des secteurs public et privé », réunissant différents intervenants patronaux, politiques et syndicaux.

Pour la troisième année consécutive, la Fédération CGT des Services publics a fait le choix de ne pas s'y faire représenter.

Avant toute chose, la Fédération rappelle qu'à ses yeux, le dialogue social n'est pas une fin en soi et n'a de sens que s'il produit du résultat en améliorant le sort du monde du travail.

Dans la Fonction publique, Manuel Valls et son gouvernement viennent de rappeler brutalement qu'ils ne partagent pas cette conception des relations sociales. Faute d'avoir rallié à son point de vue des syndicats représentant une majorité des agents de la Fonction publique, Valls impose en effet unilatéralement son point de vue et confirme son autoritarisme et son mépris de la démocratie sociale.

A notre époque de grande confrontation marquée par l'offensive antidémocratique et antisociale menée par les forces du capital et leurs relais politiques, force est de constater que le dialogue social se résume trop souvent à un habillage visant à essayer de faire croire que les reculs sociaux ne sont pas imposés.

A Suresnes, la municipalité s'est illustrée il y a quelques semaines par sa volonté de médiatiser un accord local portant sur la rémunération au mérite. Plutôt que de promouvoir le dialogue social, il s'agit bien de mettre en avant une conception dévoyée de la Fonction publique.

La Fédération CGT des Services publics demeure frontalement opposée au concept de rémunération au mérite, qui conduit à la mise en concurrence des agents et favorise les tâches quantifiables au détriment de la qualité du service public. Cette conception néglige par ailleurs l'existence de dispositions statutaires permettant de prendre en compte la qualité du travail des personnels dans l'exercice de leurs missions de service public. La Fédération a récemment rappelé ces conceptions au syndicat CGT de la ville de Suresnes.

Il convient par ailleurs de relever que la situation de la ville de Suresnes est singulière s'agissant en particulier des moyens financiers à sa disposition, qui peuvent créer les

conditions d'un dialogue social productif. Une telle configuration est loin de correspondre à la norme actuelle et il est donc parfaitement fantaisiste de vouloir en faire un modèle national voire même international.

Notons enfin que le département des Hauts-de-Seine, le plus riche de France, est dépourvu de Bourse départementale du travail. Se disant sociale ou non, s'affichant ou non pro-dialogue social, la droite reste la droite, comme le démontrent les nombreuses attaques contre les Bourses du travail engagées depuis 2014 dans les villes conquises par une droite revancharde.

Notre priorité est aujourd'hui à la construction du rapport de force et à la convergence des luttes, et non à la promotion d'un mythique dialogue social aux côtés d'acteurs qui le réduisent dans la pratique à un monologue patronal.

Montreuil, le 7 octobre 2015

CONTACT : Jef LAIR 06 72 89 73 80